

Convention collective
EXPLOITATIONS AGRICOLES
(TARN)
(6 mai 2002)

(Etendue par arrêté du 18 décembre 2002,
Journal officiel du 17 janvier 2003)

AVENANT N° 15 DU 28 NOVEMBRE 2005 (1)

NOR : AGRS0697022M

Entre :

Le syndicat départemental de la fédération des exploitants agricoles,

D'une part, et

Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles CGC ;

L'union départementale de la CFDT ;

L'union départementale de la CGT ;

L'union départementale de la CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 18.1 « La garantie décès et invalidité permanente » est supprimé et remplacé par l'article 18.1 rédigé tel que suit :

Article 18.1

Dispositions communes aux régimes de prévoyance

A. – Organisme assureur

Agri-Prévoyance, institution de prévoyance sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, est désignée comme organisme gestionnaire de régime de prévoyance, à l'exception de la garantie de mensualisation qui est couverte directement par les employeurs.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont donc tenues d'adhérer à Agri-Prévoyance pour leur personnel, à l'exception du personnel d'encadrement tel que défini par la convention du 2 avril 1952 concernant les ingénieurs et cadres d'exploitations agricoles.

Sont dispensés de l'obligation d'adhérer à Agri-Prévoyance les employeurs qui justifient d'une adhésion antérieure à la date de prise d'effet des présentes dispositions auprès d'une autre institution de prévoyance assurant des prestations supérieures.

B. – Réexamen du régime

Un réexamen du régime de prévoyance est effectué tous les ans sur la base des résultats qui sont communiqués chaque année par l'institution de prévoyance.

C. – Durée. – Dénonciation

Le présent régime de prévoyance, adopté pour 1 an, est renouvelable chaque année par tacite reconduction, sauf dénonciation expresse de l'une des deux parties, 2 mois au moins avant la date anniversaire de sa date d'entrée en vigueur.

En cas de dénonciation de la convention collective ou du présent avenant, de changement d'organisme assureur, les prestations de prévoyance périodique d'indemnités journalières, de rentes d'invalidité ou d'incapacité professionnelle permanente ainsi que la rente éducation de la garantie décès en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation.

Dans cette hypothèse, il appartiendra aux parties signataires conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité, invalidité et des rentes éducations, au moins sur la base de l'évolution du point ARRCO.

Les prestations de la garantie décès sont également maintenues pour les assurés en cours de service de rente invalidité ou d'incapacité permanente professionnelle.

Article 2

L'article 18.2 « Les garanties maintien de salaire, incapacité et invalidité » est supprimé et remplacé par l'article 18.2 rédigé tel que suit :

Article 18.2

Garantie décès

A. – Prestations

L'ensemble des salariés non cadres, permanents ou saisonniers, bénéficient d'une couverture décès assurée par Agri-Prévoyance, institution de prévoyance sise 21, rue de la Bienfaisance 75008 Paris, dans les conditions suivantes :

En cas de décès du salarié, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge, est versé à la demande du ou des bénéficiaires.

En cas d'invalidité permanente et définitive du salarié, constatée par le régime de base de la mutualité sociale agricole (3^e catégorie), lui interdisant toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée.

Le décès postérieur ou simultané du conjoint, âgé de moins de 60 ans et non remarié, entraîne le versement au profit des enfants restant à charge d'un capital d'un montant égal à celui prévu en cas de décès du salarié.

Le capital est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps à moins que le salarié ait fixé et notifié à Agri-Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- au concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ;
- aux héritiers.

Le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès où l'arrêt de travail en cas d'invalidité de 3^e catégorie.

B. – Rente éducation

En cas de décès du salarié justifiant de 12 mois continus ou non d'affiliation à la garantie décès, chaque enfant à sa charge au moment du décès, perçoit une rente annuelle d'éducation égale à :

- 50 points s'il a moins de 11 ans ;
- 75 points s'il a au moins 11 ans et moins de 18 ans ;
- 100 points s'il a au moins 18 ans et moins de 26 ans.

Pour les orphelins de plus de 18 ans, le droit à la rente est soumis à la justification de la poursuite de la scolarité.

La valeur du point est égale à celle du point Agri-Prévoyance revalorisée chaque année au 1^{er} septembre (19,77 € au 1^{er} septembre 2005).

C. – Indemnité frais d'obsèques

En cas de décès de son conjoint non séparé de corps, de son concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ou d'un enfant à charge, le salarié perçoit, sur sa demande déposée dans les 6 mois suivant le décès et à la condition qu'il ait lui-même réglé les frais d'obsèques, une indemnité frais d'obsèques d'un montant égal à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

D. – Risques exclus

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire, le suicide étant toutefois couvert.

E. – Maintien de la garantie décès

En cas de non-renouvellement ou de résiliation de l'accord, la garantie décès est maintenue aux salariés en cours d'indemnisation au titre des garanties incapacité de travail ou d'invalidité.

Par ailleurs, les partenaires sociaux conviennent que le nouvel organisme assureur assure le maintien de la garantie décès aux salariés en cours d'indemnisation au titre des garanties incapacité et invalidité prévues antérieurement au régime mis en place par le présent avenant.

L'ancien organisme assureur transférera au nouvel organisme assureur les provisions déjà constituées pour ce risque.

F. – Conjoint

Pour l'ensemble des dispositions du présent article le cocontractant d'un pacte civil de solidarité est assimilé au conjoint.

G. – Cotisations

La garantie décès est financée par une cotisation globale de 0,43 % répartie comme suit :

- le capital décès est financé par une cotisation de 0,22 % de l'ensemble des rémunérations brutes des salariés non cadres. Il est intégralement financé par l'employeur ;
- la rente éducation et l'indemnité frais d'obsèques sont respectivement financées par des cotisations de 0,19 % et de 0,02 % des rémunérations brutes des salariés non cadres.

Ces deux garanties sont intégralement financées par le salarié.

Article 3

Il est créé un nouvel article 18.3 rédigé tel que suit :

Article 18.3

*Les garanties maintien de salaire,
incapacité de travail et invalidité*

En cas d'arrêt de travail pour cause de maladie ou accident de la vie privée, maladie professionnelle ou accident du travail, tout salarié non cadre, à temps complet ou à temps partiel, des exploitations ou entreprises visées au chapitre 1^{er} « Champ d'application » de la présente convention, qui justifie de 1 mois de présence continue ou non dans l'entreprise, bénéficie de prestations complémentaires en espèces qui s'ajoutent aux prestations en espèces légales versées par la mutualité sociale agricole (ou tout autre régime de sécurité sociale).

Le mois de présence continu ou non dans l'entreprise est apprécié sur une période de 12 mois précédant la date de l'arrêt de travail.

Le salarié devra justifier médicalement de son arrêt de travail dans les 48 heures et être pris en charge par la mutualité sociale agricole (ou tout autre régime obligatoire de sécurité sociale).

Prestations

Le montant de cette indemnisation complémentaire est destiné à porter l'indemnisation globale du salaire au niveau de :

- 90 % de la rémunération correspondant à l'horaire pratiqué pendant l'absence du salarié dans l'établissement ou la partie d'établissement pendant 30 jours à compter du 1^{er} jour d'arrêt en cas d'accident du travail ou maladie professionnelle et du 9^e jour en cas de maladie ou d'accident de la vie privée.

Ce temps d'indemnisation à 90 % est augmenté de 10 jours par période entière de 5 ans d'ancienneté supplémentaire dans le champ d'application de la convention collective, au-delà de la troisième année, dans la limite maximum de 90 jours.

Pour le calcul des indemnités ci-dessus dues au titre d'une période d'indemnisation, il sera tenu compte des indemnités déjà perçues par l'intéressé durant les 12 mois antérieurs, de telle sorte que si plusieurs absences pour maladie ou accident ont été indemnisées sur la base de ce taux au cours de ces 12 mois, la durée totale d'indemnisation à 90 % n'excède pas celle applicable en vertu des alinéas précédents.

- 80 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales à compter de l'expiration de la période d'indemnisation au taux de 90 % et aussi longtemps que sont servies les indemnités journalières dans la limite maximum de 1 095 jours d'arrêt.

Les indemnités légales servies par la mutualité sociale agricole ou tout autre organisme de sécurité sociale qui seraient réduites du fait de l'hospitalisation ou de l'application d'une franchise par l'organisme liquidateur pour non respect de son règlement intérieur sont réputées servies intégralement.

Les niveaux d'indemnisation prévus ci-dessus ne peuvent être supérieurs au salaire net d'activité qu'aurait perçu le salarié.

Invalidité

En cas d'incapacité permanente, dès l'attribution d'une pension d'invalidité de catégorie II ou III ou d'une rente accident du travail pour une incapacité des 2/3 au moins, une pension mensuelle d'invalidité égale à 30 % du 1/12 des salaires bruts des 4 trimestres civils précédant l'arrêt de travail est attribuée.

Cotisations

La garantie maintien de salaire est à la charge exclusive de l'employeur et directement gérée par ce dernier.

La garantie incapacité de travail-invalidité est financée par une cotisation globale de 0,96 % répartie comme suit :

- 0,08 % à la charge de l'employeur (invalidité) ;
- 0,88 % à la charge du salarié.

Article 4

L'annexe II de la convention collective est supprimée.

Article 5

L'article 95 « Dépôt de la convention collective » est renommé article 96 « Dépôt de la convention collective ». Son contenu reste inchangé.

Article 6

L'article 96 « Date d'application » est renommé article 97 « Date d'application ». Son contenu reste inchangé.

Article 7

Il est créé un nouvel article 95 :

Article 95

Diffusion, information accords collectifs

Les partenaires sociaux confient à l'association départementale emploi formation agricole du Tarn (ADEFA du Tarn dont le siège social est situé à la maison des agriculteurs, La Milliassolle, BP 9, 81003 Albi) la mission de coordonner et d'animer, auprès des employeurs, une action permanente de diffusion et de mise en œuvre des accords collectifs entrant dans le champ d'application de la présente convention.

Pour mener à bien cette mission, les partenaires sociaux dotent l'ADEFA du Tarn d'une ressource financière exclusivement dédiée à cette action.

Ce financement est assuré par une cotisation patronale de 0,05 % assise sur l'ensemble des salaires entrant dans le champ d'application de la présente convention.

Le recouvrement de cette cotisation est confié à la mutualité sociale agricole du Tarn.

Les conditions et les modalités indiquées ci-avant ainsi que le choix de l'organisme auquel cette mission est confiée sont examinés par les partenaires sociaux selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2006, date d'entrée en application du présent article.

Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 9

Le présent avenant s'applique à compter du 1^{er} janvier 2006.

Fait à Albi, le 28 novembre 2005.

(Suivent les signatures.)